

170, BOULEVARD DU MONTPARNASSE
75014 PARIS — FRANCE
TÉL. 320.36.20.
C.C.P. 1248-74 N PARIS

D 543 ARGENTINE: QUAND LES PARENTS DE DISPARUS
DISPARAISSENT A LEUR TOUR...

Les enlèvements par les forces de sécurité ne visent plus seulement tel ou tel mais aussi, désormais, les parents de disparus qui protestent publiquement. La répression franchit ainsi un pas supplémentaire dans l'arbitraire et l'inhumanité.

Le cas le plus récent est celui de Mme Thelma de Cabezas, l'une des cinq mères de famille présentes à la conférence de Puebla et signataires de la lettre adressée aux évêques d'Argentine sur le problème des disparitions dans le pays (cf. DIAL D 535). La lettre est datée du 29 avril, l'enlèvement de Mme Thelma est du 30 avril... On est depuis sans nouvelles d'elle.

Dans l'appel ci-dessous, le "Comité de parents de disparus et de détenus pour motifs politiques" dresse la liste des victimes de ce nouveau genre d'intimidation, de cette vague de répression au deuxième degré.

Note DIAL

Nous, parents de disparus et de détenus pour motifs politiques, nous adressons aux
organismes de défense des droits de l'homme
organisations religieuses
organes professionnels et syndicaux,
associations étudiantes, culturelles et artistiques
groupes politiques
et en particulier à l'opinion publique démocratique et nationale pour dénoncer que, dans le déroulement de notre action, nous avons été et continuons d'être victimes d'opérations destinées à nous faire reculer dans la défense du droit légitime de recherche des êtres qui nous sont chers.

Voici quelques-uns des faits qui parlent par eux-mêmes:

- le 14 octobre 1977, trois cent-cinquante personnes sont arrêtées alors qu'elles se rassemblent Place du congrès pour accompagner le dépôt d'une pétition adressée à la Junte militaire;
- les 8 et 10 décembre 1977, treize parents de disparus et deux religieuses françaises sont enlevées sans qu'aucune information sur elles soit donnée à ce jour;
- En septembre 1978, vingt parents et proches de disparus sont arrêtés à Córdoba puis torturés et incarcérés, dont six sont encore en prison;
- Le 15 octobre 1978, à Rosario, la manifestation de parents de disparus est dispersée à la sortie d'une messe au moment où ils se dirigeaient vers le monument à la mère de famille;

- Fin 1978 et début 1979, à Rosario, deux attentats sont pratiqués contre la voiture et la maison de Daniel Zapp, défenseur de la cause des droits de l'homme;
- Le 4 janvier 1979, onze mères de disparus sont arrêtées Place de mai, et quarante-trois le 11 janvier. Dans les deux cas elles sont remises en liberté mais après avoir été menacées d'une détention plus longue si elles persistaient à se mobiliser pour retrouver leurs fils;
- Le 8 mars 1979 un attentat a lieu contre la voiture des époux Orfanó, parents de deux garçons disparus;
- le 30 avril 1979, Mme Thelma Doroty Jara de Cabezas est enlevée. Elle est membre du comité de parents de disparus, et mère d'un jeune de dix-sept ans disparu depuis mai 1976;
- En mai 1979, à Mendoza, tentative d'enlèvement dans le but évident d'intimider.

Le Comité de parents de disparus et de détenus pour motifs politiques réunit, sans distinctions d'ordre social, religieux, professionnel ou politique, toutes les personnes touchées par l'arrestation ou l'arrestation-enlèvement d'un membre de leurs familles pour motifs politiques ou professionnels. Il demande essentiellement que soient respectés les droits de l'homme en République argentine et il attend que:

- réapparaissent vivants les "arrêtés-disparus";
- soient remis immédiatement en liberté les personnes arrêtées pour motifs politiques ou professionnels, sans cause instruite et sans procès;
- soient jugés conformément à la Constitution ceux dont le procès est instruit, avec garantie des droits de la défense;
- soit respecté le droit de choisir les défenseurs, conformément à la Constitution, sans limitations ni réglementations qui le dénaturent;
- cessent ces pratiques qui continuent toujours et qui motivent cette pétition.

Devant l'évidence de faits qui démontrent clairement la volonté de freiner et de désarticuler notre groupe qui lutte pour la réapparition et la libération d'êtres chers, nous sollicitons votre adhésion à nos objectifs et à notre pétition. Nous sommes certains qu'en vous prononçant sur ces deux points vous contribuerez à assurer le respect des droits de l'homme dans notre pays, grâce à l'action solidaire de tous ceux qui s'affirment vraiment et efficacement favorables aux libertés démocratiques en Argentine.

Les événements appellent votre solidarité immédiate. Dans l'attente de votre réponse dans la solidarité, nous vous saluons respectueusement.

Buenos Aires, juin 1979

(Traduction DIAL - En cas de reproduction, nous vous serions obligés d'indiquer la source DIAL)

Abonnement annuel: France 170 F - Etranger 200 F par voie normale
(par avion, tarif sur demande selon pays)
Directeur de publication: Charles ANTOINE - Imprimerie CCFD
Commission paritaire de presse: 56249 - ISSN: 0399-6441